



## EDITO ///

Nous vivons la troisième révolution industrielle, née de la convergence des nouvelles technologies de la communication et des énergies renouvelables. La mutation de la défense militaire et civile vers une défense plus globale intégrant la dimension économique n'a jamais été autant d'actualité.

L'Internet, les nanotechnologies ou encore le transport à grande vitesse ont changé nos repères de temps, de taille et de distance.

Aujourd'hui, les inventions comme la réalité augmentée, les imprimantes 3D ou encore la scolarisation à la demande par Internet nous poussent à repenser les frontières et à adapter nos modes de vie.

Dans ce contexte, le Comité de Défense économique souhaite poser sa pierre et traiter en profondeur un certain nombre de thématiques.

L'intelligence économique qui permet d'étudier les politiques de sécurité des systèmes d'information, des protections du patrimoine ou de maîtrise de la concurrence en partenariat avec les entreprises dans un environnement où le cyberspace et le big data imposent de nouvelles règles.

La lutte contre le blanchiment qui permet d'étudier les solutions mises en place pour faire face aux infractions des nouvelles réglementations du monde de la finance et aux crimes en col blanc. Les fonds souverains, outils détenus par près de 50 pays aujourd'hui, qui ont un rôle d'investisseur, de stabilisateur, de réciprocité économique et toute leur importance dans l'équilibre financier mondial. Et enfin, l'industrie de la défense, étudiée sous la vision de l'impact du secteur sur l'économie nationale, les innovations, la stratégie de la France dans un contexte international très concurrentiel.

Le Def Eco vous permettra de retrouver les publications du comité, l'actualité en lien avec les thématiques abordées, nos recommandations de lectures et nos rencontres d'experts. Un tableau de bord publié quatre fois dans l'année et diffusé sur le site de l'ANAJ, sur la page du comité de Défense économique.

Bonne lecture à tous.

### La Rédaction

## DANS CE NUMÉRO ///

Retrouver toutes les publications de l'ANAJ-IHEDN sur : <http://www.anaj-ihedn.org/category/actualites/publications-revues/>

**P 2.** Compte rendu du colloque annuel de l'intelligence économique

**P 3.** Livre Blanc et Loi de Programmation Militaire : quelles conséquences pour l'industrie et la recherche ?

**P 4.** Nos lecture

**P 4.** Notre expert

## L'ACTUALITE DE LA DEFENSE ECONOMIQUE ///

### 20 JUIN 2014

EGE (Ecole de Guerre Economique) : Journée Nationale de l'IE

/// Programme de la journée : <http://jnie.aege.fr/>

### 24-26 SEPTEMBRE 2014

ClpE (Commission Information pour l'Entreprise) de 3AF (Association Aéronautique Information pour l'Entreprise)

/// 12ème forum européen de l'IES à Troyes : [www.ies2014.net](http://www.ies2014.net).

## LE CARRÉ DE LA RÉDACTION ///

**ANAJ-IHEDN, Comité de Défense Économique** /// 1 Place Joffre, Case 41, 75700 SP07 Paris - FRANCE

Pour recevoir gratuitement la newsletter : [defense-economique@anaj-ihedn.org](mailto:defense-economique@anaj-ihedn.org) /// Vous pouvez également nous faire part de vos commentaires ou réflexions.

Rédacteur en chef : Marc Cazabat /// Contributeurs : Cédric Louis, Maxime Peracaula, Jeanne-Faustine Briqueler, Guillemette de Chamard

Directeur de la rédaction : François Mattens /// Conception graphique et réalisation : [www.pa-t.fr](http://www.pa-t.fr)

*Les propos tenus n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs*



# COMPTE RENDU DU COLLOQUE ANNUEL DE L'IE

/// Paris - 18 avril 2014

Thème de l'édition 2014 :

**“ Promouvoir l'Intelligence économique aujourd'hui ”**

## PROGRAMME

### /// Discours d'ouverture

• Alain JUILLET, *Président de l'Académie de l'Intelligence économique*

### /// Table ronde des institutionnels

- Philippe LOREC, *Conseiller spécial de la Déléguée de la D2IE*
- Rémy PAUTRAT, *Préfet à initiatives régionales pour l'IE, ex-Conseiller en sécurité du 1er Ministre Rocard*
- Jean-Michel JARRY, *Coordinateur ministériel à l'IE - Ministère de l'Economie et des Finances*

## CE QUE POURRAIT ÊTRE L'IE EN FRANCE

Nous pouvons définir aujourd'hui un IE à la française qui tient compte de la culture des zones de travail et du territoire avec ses spécificités, nous rappelle Alain Juillet, président de l'Académie de l'intelligence économique. Cependant le message véhiculé par les acteurs de l'IE n'est aujourd'hui pas assez adapté aux préoccupations des PME.

Pour autant les objectifs de l'IE concernent aussi bien les grandes que les petites entreprises. En effet, l'anticipation et le décodage du marché et des mouvements d'entreprises, le multipolarisme et les nouvelles dimensions de notre monde (numérique, cyberspace) sont autant de défis auxquels doivent faire face nos entreprises quel que soit leur taille, nous indique Alain Juillet.

L'IE est un état d'esprit avant tout, nous pose comme principe A.J. **L'IE concerne tout le monde et tous les secteurs d'activité.** Les plus grands enjeux résident dans l'utilisation des nouvelles technologies de l'IE (big data, cyberspace) et de pouvoir **développer un maillage territorial permettant le partage de ces technologies entre entreprises quel que soit leur taille et leur localisation.** Pour cela, il faudrait faire émerger les institutions créées à cet effet et adapter davantage les textes légaux face à une féroce concurrence juridique mondiale.

L'IE doit permettre de faire face au monde qui s'ouvre pour construire notre avenir conclue Alain Juillet.

## LES SUPPORTS INSTITUTIONNELS POUR NOS ENTREPRISES

Philippe Lorec, secrétaire spécial de la Déléguée Interministérielle à l'IE (D2IE), nous indique que, depuis juin 2013, l'organisation de l'institution inter-ministérielle a changé. Notamment parce qu'elle dépend du 1er ministre, alors qu'elle dépendait de l'Élysée. Ceci lui confère une plus grande légitimité et une plus grande flexibilité d'action de coordination vis-à-vis des ministères.

De ce fait, **chaque ministère est maintenant doté d'une entité IE en lien avec la D2IE.** Au niveau territorial, des pôles de compétitivité sont en développement.

L'action de la D2IE est dorénavant offensive, pour permettre d'anticiper et d'influer sur, par exemple, les conséquences des normes sur la compétitivité des entreprises françaises face à la concurrence européenne et internationale, conclut M. Lorec.

Le Préfet Pautrat, apôtre de l'IE territoriale, confirme que chaque entreprise doit faire face aujourd'hui à un environnement concurrentiel où la vitesse des idées comme des images, l'économie de la connaissance avec le numérique, l'intelligence anticipatrice, la guerre économique où tous les coups sont permis et la complexité de la géopolitique rendent son action impossible sur des bases de stratégie traditionnelle. La faiblesse des PME réside dans le manque de culture de veille comme atout commercial, d'anticipation et d'influence comme récupération de part de marché.

Les actions à mener précise Monsieur le Préfet, sont à trois niveaux. Au niveau de l'entreprise (élever le niveau professionnel, culture de l'information), du territoire (ouverture du territoire sur le monde, niveau professionnel, solidarité, **réseau d'experts via les universités**) et de l'État (économie numérique, stratège, veilleur de l'avenir, **anticipateur et accompagnateur de l'entreprise**).

M. Jean-Michel Jarry, responsable IE de Bercy, poursuit en précisant que l'IE est une politique publique qui doit irriguer les autres politiques publiques (politique industrielle, politique du commerce extérieure, les innovations).

## /// L'intelligence stratégique et influence au service de l'entreprise

• Dominique LAMOUREUX, *Président du Comité Intelligence Economique du MEDEF*

### /// Table ronde des entreprises

- Philippe REVARDEL, *Vice-Président Group Competitive Intelligence - SANOFI*
- Olivier DARRASON, *Président de la Compagnie Européenne d'Intelligence Stratégique - CEIS*
- Alexandre SONNET, *Syndicat français de l'Intelligence Economique - SYNIFIE*

### /// Perspectives

• Renaud PROUVEUR, *Fondateur de SPALLIAN*

### /// Conclusion

• Patrick BOURDIL, *Association des Auditeurs de l'Intelligence Economique de l'IHEDN (AAIE IHEDN)*

M. Jarry continue en indiquant que Bercy agit à trois niveaux. Sur **l'anticipation et la veille** : avec un intérêt sur des sujets stratégiques pour la France comme les matières premières, les écosystèmes urbains, la révolution du système de production industrielle (imprimante 3D, big data) entre autres.

Sur les régions, avec **l'étude des spécificités du territoire**, avec en appui les outils de veille identiques pour tous les agents du même ministère (évolution à mutualisation interministérielle prévue).

**Et enfin sur l'influence, en étudiant la présence française** dans les think tanks, aide humanitaire, la robotique, les acteurs économiques (cartographie des acteurs économiques par territoire), le marché extérieur (travail sur des offres globales, ex : musée ou aéroport), le repérage des champions économiques de demain parmi les PME en région.

## LES CONTRAINTES AUXQUELLES FONT FACE LES ENTREPRISES

Dominique Lamoureux, Président de l'IE au sein du Medef, nous rappelle les **trop nombreuses normes** auxquelles sont confrontées nos entreprises face à une concurrence mondiale dérégulée. L'OMC n'est plus adaptée, nos propres gouvernements ne tiennent pas compte des contraintes internationales auxquelles nos entreprises internationalisées doivent faire face.

De ce fait, nous devons **nous doter d'une influence** à un niveau international. Nos think-tanks sont aujourd'hui parfois écoutés à Bruxelles mais peu au-delà. Nous devons aussi **travailler sur une intelligence collective** donnant une coalition sur des sujets en interne et avec les pouvoirs publics. Créer **plus de solidarité et de nouveaux dialogues** basés sur la confiance entre tous les acteurs au service d'un avantage compétitif et de la performance est le souhait de Dominique Lamoureux.

Enfin, Philippe Revardel, le Responsable IE chez Sanofi, nous détaille les enjeux de l'IE au sein de son groupe international dont la construction est le fruit de fusions et d'acquisitions de sociétés de domaines aussi différents que la pharmacie, le vaccin, la santé animale et les génériques. Toutes ces entités que composent Sanofi évoluent dans des environnements concurrentiels parfois différents, avec des temporalités différentes et des diversités de métiers et d'enjeux, insiste Philippe Revardel. La difficulté pour lui est donc de définir, pour l'ensemble des collaborateurs de son groupe, ce qu'est l'intelligence économique et d'en déterminer les sujets stratégiques. L'objectif est **d'accompagner et d'aider les décideurs pour un choix éclairé et de meilleure qualité** conclut-il.

Renaud Prouver de Spallion conclut par une démonstration de l'utilisation du **big data** sur un système ingénue de cartographie. Il nous indique un paradoxe qui a donné naissance à sa société, celui qu'il existe de plus en plus de bases de données et de moins en moins d'informations stratégiques. **Pour faire parler de manière stratégique les nombreuses données il décide de créer des cartes.**

L'Intelligence économique c'est finalement cela : **la donnée au service de la stratégie.**

## Marc Cazabat

Auditeur-jeune de l'IHEDN, 60<sup>ème</sup> session 2008

/// Responsable du Comité de Défense économique



# LIVRE BLANC ET LOI DE PROGRAMMATION MILITAIRE : QUELLES CONSÉQUENCES POUR L'INDUSTRIE ET LA RECHERCHE ?

Depuis les années 80, les politiques français misent sur une relance de la demande par la dépense publique. Ce qui accroît le déficit public. Or lorsque ce dernier devient trop important, on se rabat sur l'impôt. Aujourd'hui ce déficit atteint près de 100% du PIB et la croissance ne permet plus de faire face aux intérêts. Les engagements financiers de la France atteignent 2 fois le budget de la Défense, soit près de 60 milliards d'euros.

Dans ce contexte, il a été décidé dès 2012 de rédiger un nouveau Livre Blanc, devant donner lieu à une loi de programmation militaire (LPM). L'objectif : adapter l'outil militaire et son industrie aux enjeux de la prochaine décennie. Nous allons nous interroger sur les conséquences industrielles de cette nouvelle réflexion stratégique.

## MISE EN PERSPECTIVE DU DERNIER LIVRE BLANC ET DE LA FUTURE LOI DE PROGRAMMATION MILITAIRE (LPM)

Depuis la professionnalisation des armées de 1996, une succession de réformes ont rendu instable le format de nos armées. Les deux livres-blancs de 2008 et 2013 remettent à plat l'analyse stratégique militaire. Les réponses aux menaces restent identiques, mais c'est le format des forces armées qui est touché, avec une réduction systématique des matériels, effectifs et budgets lors des transcriptions en loi de finance pluriannuelles LPM.

Il est à noter qu'un programme de recherche dans une filière industrielle militaire se travaille sur plusieurs décennies et qu'il nécessite une stabilité budgétaire pour sécuriser les commandes et ainsi stabiliser le coût de production. D'autre part, le livre blanc fixe un contrat opérationnel qui détermine les effectifs et moyens lors d'un engagement dans une situation opérationnelle prédéfinie. Ainsi, si l'objectif donné aux armées pour un besoin sur un théâtre d'opération est de 15 000 hommes et 100 camions, le jour J, vous n'aurez que cette intervention possible. Cela s'appelle la Politique d'Emploi et de Gestion des Parcs (PEGP). Objectif : optimiser au maximum, ce qui entraîne un travail en flux tendu dans un domaine où les choses ne peuvent fonctionner durablement comme tel.

ÉVOLUTION EN 20 ANS	1994	2008	2013
<b>FORCES PROJETABLES</b>	120 000 à 130 000 hommes	30 000 à 50 000 hommes	15 000 hommes
<b>FORCES AÉRIENNES PROJETABLES</b>	Plus de 20 escadrons	90 avions de combat	45 avions de combat

Source : Cercle de réflexion G2S

Cette fragilité politique concernant l'effort de défense vient frapper de plein fouet un pan industriel et technologique de la France. Et ce pan industriel, autant civil que militaire regroupe pour la partie militaire pas moins de 4 000 entreprises, plus de 165 000 emplois dont 20 000 hautement qualifiés, plus de 15 Mds d'euros de chiffre d'affaire dont 25 à 40 % sont des exportations. Les domaines concernés vont de l'aéronautique, la robotique, le spatial, les télécommunications à l'informatique, le cryptage, le transport. Le Livre Blanc de 2008 chiffrait ce lien civilo-militaire : " La France et l'Europe doivent favoriser les synergies entre la recherche civile et la recherche de défense et de sécurité. En effet, 60 % de la recherche financée par la Défense ont des retombées dans le secteur civil, contre 20 % seulement en sens inverse ".

D'après Christian Mons, président du GICAT, la perte d'un milliard du budget d'investissement au ministère de la Défense représente une perte de 10 000 emplois directs, et autant d'indirects. On sait également que pour 1€ investi par la France, le retour d'après le GICAT est de 1,30€.

## LE LIVRE BLANC ET LA LPM SONT-ILS DÉJÀ CADUCS ?

Rappelons tout d'abord que la lenteur du vote de la loi de cadrage budgétaire pluriannuel issue du livre blanc de 2013 entraîne un report de commandes d'environ 300 millions d'euros. D'autre part, d'ici à 2019, il va manquer chaque année 2 milliards d'euros à la DGA pour payer toutes ses factures. Au moindre gel de crédit, la Direction basculerait en cessation de paiements. Même si la DGA a l'habitude de jongler avec sa trésorerie, c'est la première fois qu'une loi de programmation militaire va démarrer avec un tel niveau de report de charges.

À ces contraintes de report, nous ajoutons deux habitudes inquiétantes pointées par de nombreux rapports parlementaires. La première est le recours à des recettes exceptionnelles difficilement maîtrisables, et la seconde l'ajustement des gels de crédits par l'investissement, au titre de la réserve interministérielle.

Les marges de manœuvre pour la mise en place d'une nouvelle LPM semblent bien réduites.

## REPENSER L'INTERACTION ARMÉE/INDUSTRIE EN CERCLE VERTUEUX POUR LA CROISSANCE ET L'EMPLOI

Dans un contexte de défis majeurs pour la France (relance de la croissance, baisse des déficits) il serait important de reconsidérer l'option, à contre-courant, d'augmentation du budget de la Défense. Celle-ci aurait un impact fort, dès lors que les investissements publics seraient ciblés et stratégiques. Ces derniers seraient concentrés dans des zones d'avenir moins rentables où certaines technologies innovantes et chères, déchargeant les groupes industriels qui pourraient se concentrer sur l'amélioration de leurs exportations (baisse des prix et augmentation des cadences de production) et ainsi l'augmentation des emplois. Il en résulterait une baisse des contributions et soutien à l'emploi pour ce secteur.

N'oublions pas également que le système d'investissements publics dans l'industrie de la défense constitue un puissant outil de politique industrielle. En effet, la plupart des entreprises du secteur de la défense sont aujourd'hui privées. Ce qui signifie que le gouvernement ne peut légitimement pas intervenir dans les politiques d'innovation de celles-ci sauf s'il investit lui-même dans la recherche via des partenariats de développement, d'investissement comprenant un co-financement, via appel d'offre pour le respect des règles de la concurrence. Ces investissements dans la R&D permettent aux pays de garder un certain contrôle sur ses technologies qui peuvent s'avérer déterminantes et sensibles.

## CONCLUSION

Dans " Pilote de Guerre ", Saint Exupéry s'interroge sur les raisons qui ont amené le pays au bord du gouffre. " Ce ne sont point les matériaux qui sont en cause, mais l'Horloger. [...] Et les hommes ont tout sauvé. " Il faut redonner confiance en l'homme pour qu'il puisse exploiter ses qualités d'innovateur et de producteur en donnant un souffle aux entreprises, à commencer par celles du secteur militaire, à la pointe des technologies et au carrefour de si nombreux emplois en France.

**Cédric LOUIS et Maxime PERACAULA**

Auditeurs-jeune de l'IHEDN, 82<sup>ème</sup> session 2014

/// Membres du Comité de Défense économique



## DE L'ESPIONNAGE AU RENSEIGNEMENT La France à l'âge d'or de l'information

Franck Bulinge

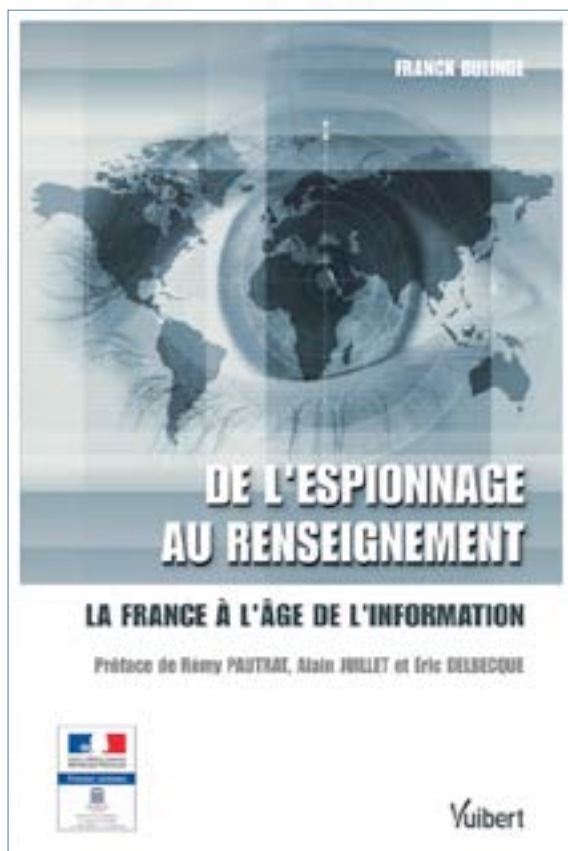
Édition Vuibert, 2012 /// 352 pages

L'espionnage et le renseignement sont depuis longtemps des sujets qui passionnent le grand public comme les réseaux spécialisés.

Le battage médiatique autour de l'affaire Snowden démontre encore une fois l'engouement des médias et du public pour ces questions. Revenir aux origines du renseignement français depuis une cinquantaine d'années permet de comprendre le fonctionnement actuel de celui-ci, de le comparer aux systèmes étrangers et de tracer des lignes de prospective.

*“ Le plus souvent, dans notre pays, le renseignement provoque aujourd'hui le mépris ou la fascination : il lui faut se hausser au rang d'un patrimoine commun des décideurs. Non comme une pratique honteuse... mais comme un outil efficace pour décoder la réalité, anticiper les réactions et améliorer l'efficacité de la mise en œuvre. L'heure est venue de familiariser notre appareil de pouvoir à ses règles, à ses limites, à son utilisation déontologique. Dans le monde multipolaire de demain, où la compétition amènera nombre d'acteurs à s'affranchir des règles, il y va de la capacité de la France à rester une grande puissance et un centre d'influence. ”*

Extrait de la préface de Rémy Pautrat, Alain Juillet et Éric Delbecq



Rencontre avec le mythique Bob Maloubier, ex agent-secret, qui revient sur la création du service action en France.

### Comment êtes-vous entré dans les services secrets ?

Je voulais être pilote de chasse, la guerre est arrivée, c'était l'occasion ou jamais de le devenir sans avoir à être bon en maths. Quand j'avais 17 ans, j'étais potache et je trouvais ça extrêmement désagréable d'avoir des gens qui viennent chez moi alors qu'ils n'étaient pas invités. En plus ils étaient habillés en vert, donc il fallait les mettre à la porte. À l'époque, on croyait qu'on ne pouvait pas, mais ça c'est fait quand même.



En 1946, mon père m'a dit " tu ne sais rien faire à part sauter en parachute, jouer avec des explosifs, tu sais tirer et éventuellement tuer. Tu ne vas pas gagner ta vie avec ça, tu n'es bon à rien, continue à être militaire ". Exactement ce que Randolph Churchill avait dit à son fils. Je suis sorti de l'armée en 1956, après 10 ans au sein des services secrets français.

### Qu'avez-vous fait pendant ces dix années ?

Après la guerre, quand le BCRA (les services français en Angleterre) est revenu s'installer en France, il a fallu greffer aux unités d'espionnage et de contre-espionnage, un SA. Les quelques officiers préposés à cette tâche pendant la guerre ont été réquisitionnés. On a commencé comme ça, en utilisant tout ce que qu'on avait appris auprès des anglais : maniement des explosifs, sabotage, tir, filatures... Tout était à construire. J'ai ainsi dirigé une école de formation d'espions, créé un bataillon de forces spéciales, formé des nageurs de combat, mené une unité d'exécution qui n'a exécuté personne... J'ai essayé beaucoup de plâtres !

### Quelles sont les qualités pour être un bon agent ?

Il faut être absolument anticonformiste. Un agent doit s'attendre à tout, ne pas chercher les règles du commun des mortels. Le conformisme, c'est aussi l'uniforme, les décorations, les médailles. Tout cela n'existe pas pour un agent secret.

**“ Un agent doit s'attendre à tout, ne pas chercher les règles du commun des mortels ”**

Ensuite, il faut être corvéable à merci, prêt à être envoyé dans n'importe quel pays du monde, avoir l'esprit d'aventure et une sorte de sixième sens de la survie.

*Bob Maloubier a ensuite été, entre autres, forestier au Gabon, en charge de la garde présidentielle de Léon M'Ba, directeur administratif d'Elf au Nigéria... Une vie à lire absolument dans *l'Espion aux pieds palmés*, éd. du Rocher. Dernier ouvrage : *Les secrets du jour J*, éd. la Boétie.*

Vous pouvez retrouver la suite de cette interview sur notre site : [www.anaj-ihedn.org](http://www.anaj-ihedn.org)

### Guillemette de Chamard & Jeanne-Faustine Briqueler

Auditrices-jeunes de l'IHEDN, 74<sup>ème</sup> session 2012

/// Membres du Comité de Défense économique